

AFRIQUE

Trêve précaire au Rwanda

En dépit du cessez-le-feu, le conflit persiste; au moins un habitant sur huit continue d'en souffrir et la France y est impliquée

KIGALI

de notre envoyé spécial

A deux reprises, le canon tonne. Le sol frémit sous les coups, bientôt suivis des impacts assourdis des obus s'abattant sur le mont Kabuye, de l'autre côté de la vallée. Le fracas de l'artillerie à peine estompé, le staccato des mitrailleuses lourdes déchire à nouveau l'atmosphère. « Ce ne sont que des accrochages, ne vous inquiétez pas », explique d'un ton rassurant le lieutenant-colonel Augustin Bazimungu, le héros des Forces armées rwandaises (FAR), qui commande les meilleures unités des troupes gouvernementales dans la région de Ruhengeri, au nord-ouest du pays. « L'homme est petit mais son courage est grand », confie à voix basse le missionnaire qui nous accompagne.

Tête nue, sans galon, impeccablement sanglé dans un treillis de camouflage, l'officier unanimement respecté sourit à l'évocation du cessez-le-feu entré en vigueur à peine trente-six heures plus tôt, mardi 9 mars, à minuit. « Les rebelles ont ouvert le feu ce jeudi matin à 8 h 30 pour nous faire reculer; j'ai immédiatement donné l'ordre de riposter; nous devons absolument les clouer là où ils se trouvent », explique le colonel, qui attend depuis l'aube une mission du Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN) de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chargé de relever les positions des FAR et celles des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) – théoriquement – avant le 13 mars.

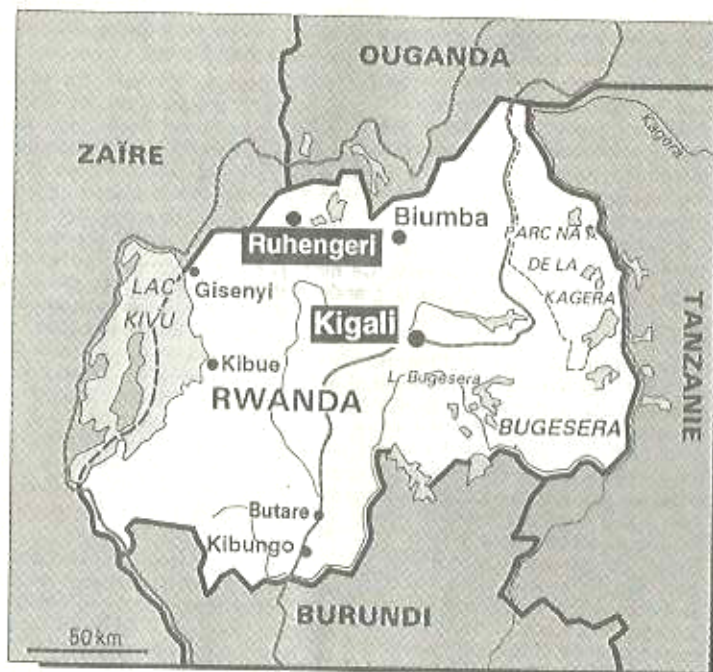
L'échéance ne sera pas respectée mais l'enjeu est d'une importance cruciale. Car l'accord signé dimanche 7 mars à Dar-es-Salam, en Tanzanie, par le premier ministre, M. Dismas Nsengiyaremye, et le président du FPR, le lieutenant-

remment confiée à « une force d'interposition des Nations unies », selon M^{me} Florence Barrillon, l'un des deux émissaires de l'ONU. Les troupes françaises venues en renfort après le 8 février (300 hommes) devraient se retirer à partir du 17 mars, tandis que les deux compagnies restantes (300 hommes) pourraient être remplacées plus tard par une force internationale « à vocation humanitaire », stationnée à Kigali. Quant aux négociations qui devaient reprendre mardi 16 mars à Arusha, en Tanzanie, elles devraient aboutir à un accord de paix avant le 10 avril.

Une situation inextricable

L'accord de Dar-es-Salam a suscité bien des espoirs au sein de la population rwandaise martyrisée. Mais le doute s'est installé dès le 10 mars au matin, avec les premières violations du cessez-le-feu. Des accrochages sérieux se sont encore produits vendredi dans la commune de Mukingo, près de Ruhengeri, puis samedi et dimanche dans la région de Byumba. La situation semble maintenant inextricable. Les diplomates occidentaux ne croient pas plus en la bonne foi du FPR qu'en celle du gouvernement. Or, si les rebelles ne respectent pas leurs engagements, Kigali ne demandera pas à Paris le retrait des troupes françaises, ce qui fait l'objet d'un document confidentiel signé en annexe de l'accord de Dar-es-Salam.

Le FPR fait du départ des militaires français une question de principe. « Ils se battent aux côtés



des canons sur le front, dans les régions de Ruhengeri et de Byumba», précise le commandant qui séjourne lui aussi à l'hôtel Méridien – lequel tient plus, pour le moment, de la caserne que du lieu de villégiature. Les autorités françaises démentent l'engagement de leurs troupes, mais confient qu'« elles ont un rôle actif de conseil et d'organisation », en rappelant l'accord d'assistance militaire qui lie la France et le Rwanda depuis le 18 juillet 1975, même si celui-ci n'a jamais été rendu public.

Les premières versions officielles indiquaient que les 600 soldats dépêchés au Rwanda avaient pour

de marine en armes, qui patrouillent en ville et alentour, sont omniprésents.

Paris dans une position délicate

La communauté diplomatique occidentale s'accorde pour reconnaître que, sans la présence française, les FAR n'auraient pas résisté aux maquisards du FPR. « La capitale aurait fini par tomber aux mains des rebelles, plongeant le pays dans une instabilité qui aurait

en faveur de leur maintien. Une position de plus en plus délicate pour Paris, puisque plusieurs rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'homme incriminent le régime du président Habyarimana dans des massacres de citoyens de l'ethnie minoritaire tutsie, dont est issu le FPR (le Monde du 5 février).

Neuf cent mille sans-abri

Primordial, le facteur ethnique séculaire efface les autres clivages – régionaux, sociaux et politiques, – nés du multipartisme balbutiant. Après des siècles de domination féodale de la minorité tutsie (14 % de la population), sur laquelle la colonisation belge s'est appuyée jusqu'en 1959, la majorité hutue (84 %) a fini par accéder au pouvoir et contrôler le pays à son indépendance, en 1962. Le cours de l'histoire s'est alors inversé. Les anciens maîtres du Rwanda ont à leur tour été persécutés et contraints en grand nombre à l'exil dans les pays voisins, d'où ils ont essayé à maintes reprises de reprendre le pouvoir. Les représailles furent à chaque fois très violentes et se soldèrent par des massacres perpétrés sur la communauté tutsie restée au pays.

C'est avec l'appui de l'Ouganda que le FPR a lancé sa première offensive d'envergure, le 1^{er} octobre 1990, déclenchant l'envoi de troupes belges et françaises au Rwanda, à la demande du président Habyarimana. Les Belges se sont retirés, mais les Français sont restés. Les FAR ont finalement repoussé les rebelles du FPR sur la frontière ougandaise.

évidemment civiles, les Tutsis du FPR massacrant sans discernement des familles entières de Hutus, en représailles au pogrom organisé par les autorités hutues contre les Tutsis, en janvier. L'avancée des rebelles a lancé plusieurs centaines de milliers de Rwandais sur les routes de l'exode. Les 350 000 personnes qui vivaient dans des camps depuis octobre 1990 ont repris la route, et la violence des combats a jeté dans la nature de nouveaux « déplacés ». Ils seraient maintenant 900 000 – un huitième de la population, – selon les chiffres officiels, à vivre dans des conditions d'extrême précarité. Ils ont tout perdu et se sont précipités sur les axes menant à Kigali. Les grandes routes sont bordées de camps de réfugiés. La plupart vivent dans des huttes de feuillages ou dorment à la belle étoile, alors que la saison des pluies vient de commencer.

L'aide humanitaire, centralisée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ne parvient pas intégralement à ses destinataires : les autorités locales et l'armée rwandaise la détournent en grande partie. Le problème est d'autant plus grave que la superficie du Rwanda n'excède pas celle de la Bretagne. Toutes les terres sont occupées, jusqu'au sommet des montagnes. Les « déplacés » sont donc installés sur des propriétés, dans des champs et des plantations dont les propriétaires doivent eux aussi être secourus dès maintenant.

Les récoltes, qui étaient en cours dans le Nord, la région la plus fertile, ont été consommées. Si les paysans du grenier rwandais ne peuvent pas rentrer sur leurs terres rapidement, ils ne pourront pas semer en septembre et la récolte de

KIGALI

de notre envoyé spécial

A deux reprises, le canon tonne. Le sol frémit sous les coups, bientôt suivis des impacts assourdis des obus s'abattant sur le mont Kabuye, de l'autre côté de la vallée. Le fracas de l'artillerie à peine extompé, le staccato des mitrailleuses lourdes déchire à nouveau l'atmosphère. « Ce ne sont que des accrochages, ne vous inquiétez pas », explique d'un ton rassurant le lieutenant-colonel Augustin Bazimungu, le héros des Forces armées rwandaises (FAR), qui commande les meilleures unités des troupes gouvernementales dans la région de Ruhengeri, au nord-ouest du pays. « L'homme est petit mais son courage est grand », confie à voix basse le missionnaire qui nous accompagne.

Tête nue, sans galon, impeccablement sanglé dans un troillis de camouflage, l'officier unanimement respecté sourit à l'évocation du cessez-le-feu entré en vigueur à peine trente-six heures plus tôt, mardi 9 mars, à minuit. « Les rebelles ont ouvert le feu ce jeudi matin à 8 h 30 pour nous faire reculer ; j'ai immédiatement donné l'ordre de riposter ; nous devons absolument les clouer là où ils se trouvent », explique le colonel, qui attend depuis l'aube une mission du Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN) de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chargé de relever les positions des FAR et celles des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) - théoriquement - avant le 13 mars.

L'échéance ne sera pas respectée mais l'enjeu est d'une importance cruciale. Car l'accord signé dimanche 7 mars à Dar-es-Salam, en Tanzanie, par le premier ministre, M. Dismas Nsengiyaremye, et le président du FPR, le colonel Alexis Kanyarengwe, prévoit que les FAR campent sur les positions répertoriées par le GOMN, tandis que les forces rebelles FPR doivent refluer avant le 17 mars, vers les sites qu'elles occupaient avant l'invasion du 8 février.

L'espace ainsi dégagé doit constituer une « zone tampon », dont la surveillance pourrait être ultérieu-

rement confiée à « une force d'interposition des Nations unies », selon M^{me} Florence Barrillon, l'un des deux émissaires de l'ONU. Les troupes françaises venues en renfort après le 8 février (300 hommes) devraient se retirer à partir du 17 mars, tandis que les deux compagnies restantes (300 hommes) pourraient être remplacées plus tard par une force internationale « à vocation humanitaire », stationnée à Kigali. Quant aux négociations qui devaient reprendre mardi 16 mars à Arusha, en Tanzanie, elles devraient aboutir à un accord de paix avant le 10 avril.

Une situation inextricable

L'accord de Dar-es-Salam a suscité bien des espoirs au sein de la population rwandaise martyrisée. Mais le doute s'est installé dès le 10 mars au matin, avec les premières violations du cessez-le-feu. Des accrochages sérieux se sont encore produits vendredi dans la commune de Mukingo, près de Ruhengeri, puis samedi et dimanche dans la région de Byumba. La situation semble maintenant inextricable. Les diplomates occidentaux ne croient pas plus en la bonne foi du FPR qu'en celle du gouvernement. Or, si les rebelles ne respectent pas leurs engagements, Kigali ne demandera pas à Paris le retrait des troupes françaises, ce qui fait l'objet d'un document confidentiel signé en annexe de l'accord de Dar-es-Salam.

Le FPR fait du départ des militaires français une question de principe. « Ils se battent aux côtés de l'armée rwandaise », affirme le commandant Karamé Karemezi, chef de la délégation du FPR au sein du GOMN, qui appuie ses dires en désignant l'infirmerie de campagne installée par les soldats français au rez-de-chaussée de l'hôtel Méridien où, selon lui, il y aurait eu jusqu'à douze blessés. « Les Français ont été vus en train de creuser des tranchées et d'instal-



ler des canons sur le front, dans les régions de Ruhengeri et de Byumba », précise le commandant qui séjourne lui aussi à l'hôtel Méridien - lequel tient plus, pour le moment, de la caserne que du lieu de villégiature. Les autorités françaises démentent l'engagement de leurs troupes, mais confient qu'elles ont un rôle actif de conseil et d'organisation », en rappelant l'accord d'assistance militaire qui lie la France et le Rwanda depuis le 18 juillet 1975, même si celui-ci n'a jamais été rendu public.

Les premières versions officielles indiquaient que les 600 soldats dépêchés au Rwanda avaient pour mission de protéger les 550 ressortissants français et les quelque 2 500 autres expatriés occidentaux. Mais les militaires français, outre l'assistance et l'instruction qu'ils fournissent à l'armée locale, protègent aussi de facto les institutions rwandaises. Des barrages français sont établis sur toutes les routes qui mènent à Kigali. Les « paras » et les « marsouins » de l'infanterie

de marine en armes, qui patrouillent en ville et alentour, sont omniprésents.

Paris dans une position délicate

La communauté diplomatique occidentale s'accorde pour reconnaître que, sans la présence française, les FAR n'auraient pas résisté aux maquisards du FPR. « La capitale aurait fini par tomber aux mains des rebelles, plongeant le pays dans une instabilité qui aurait pu s'étendre aux pays de la région », estime un ambassadeur. La classe politique rwandaise, en revanche, n'est pas unanime. Les partis soupçonnés de sympathie pour le FPR sont favorables au départ des « troupes étrangères », tandis que les formations satellites du « Mouvement » révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRNDD) du président Juvénal Habyarimana militent

en faveur de leur maintien. Une position de plus en plus délicate pour Paris, puisque plusieurs rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'homme incriminent le régime du président Habyarimana dans des massacres de citoyens de l'ethnie minoritaire tutsie, dont est issu le FPR (le Monde du 5 février).

Neuf cent mille sans-abri

Primordial, le facteur ethnique séculaire efface les autres clivages - régionaux, sociaux et politiques - nés du multipartisme balbutiant. Après des siècles de domination féodale de la minorité tutsie (14 % de la population), sur laquelle la colonisation belge s'est appuyée jusqu'en 1959, la majorité hutue (84 %) a fini par accéder au pouvoir et contrôler le pays à son indépendance, en 1962. Le cours de l'histoire s'est alors inversé. Les anciens maîtres du Rwanda ont à leur tour été persécutés et contraints en grand nombre à l'exil dans les pays voisins, d'où ils ont essayé à maintes reprises de reprendre le pouvoir. Les représailles furent à chaque fois très violentes et se soldèrent par des massacres perpétrés sur la communauté tutsie restée au pays.

C'est avec l'appui de l'Ouganda que le FPR a lancé sa première offensive d'envergure, le 1^{er} octobre 1990, déclenchant l'envoi de troupes belges et françaises au Rwanda, à la demande du président Habyarimana. Les Belges se sont retirés, mais les Français sont restés. Les FAR ont finalement repoussé les rebelles du FPR sur la frontière ougandaise, d'où ils ont commencé à lancer des opérations de guérilla avant d'investir insidieusement le nord du pays. Des négociations ont abouti, le 12 juillet 1992, à un cessez-le-feu, suivi d'un accord sur un futur gouvernement transitoire. Mais cet accord a volé en éclats le 8 février dernier, lorsque les rebelles ont à nouveau envahi le nord du pays.

Les premières victimes furent

évidemment civiles, les Tutsis du FPR massacrés sans discernement des familles entières de Hutus, en représailles au pogrom organisé par les autorités hutues contre les Tutsis, en janvier. L'avancée des rebelles a lancé plusieurs centaines de milliers de Rwandais sur les routes de l'exode. Les 350 000 personnes qui vivaient dans des camps depuis octobre 1990 ont repris la route, et la violence des combats a jeté dans la nature de nouveaux « déplacés ». Ils seraient maintenant 900 000 - un huitième de la population, - selon les chiffres officiels, à vivre dans des conditions d'extrême précarité. Ils ont tout perdu et se sont précipités sur les axes menant à Kigali. Les grandes routes sont bordées de camps de réfugiés. La plupart vivent dans des huttes de feuillages ou dorment à la belle étoile, alors que la saison des pluies vient de commencer.

L'aide humanitaire, centralisée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ne parvient pas intégralement à ses destinataires : les autorités locales et l'armée rwandaise détournent en grande partie. Le problème est d'autant plus grave que la superficie du Rwanda n'excède pas celle de la Bretagne. Toutes les terres sont occupées, jusqu'au sommet des montagnes. Les « déplacés » sont donc installés sur des propriétés, dans des champs et des plantations dont les propriétaires doivent eux aussi être aussi secourus dès maintenant.

Les récoltes, qui étaient en cours dans le Nord, la région la plus fertile, ont été consommées. Si les paysans du grenier rwandais ne peuvent pas rentrer sur leurs terres rapidement, ils ne pourront pas semer en septembre et la récolte de décembre n'aura pas lieu. Le Pays aux mille collines risque donc de devenir complètement dépendant de l'aide alimentaire internationale. L'antagonisme viscéral entre Hutus et Tutsis, exacerbé par la quête du pouvoir, a traversé les siècles. Seul un accès de sagesse des frères ennemis pourrait empêcher le pays de basculer dans le chaos.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE
Le prince Sihanouk

peut être que totaux. L'ambassadeur a fait cette déclaration peu après que M. Vladimir Petrovski,

au cours de l'année écoulée. Les deux hommes recherchés fréquentaient à Jersey City la maison de

NIGER
Le mouvement touareg

août 1992 (dont il a estimé le nombre à quarante) et « la levée de l'état d'urgence dans le nord du

SOMALIE
Quatorze chefs de factions participent à la Conférence